

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme – Affaires examinées lors de la 1369^{ème} réunion (DH)

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	DÉCISIONS ADOPTÉES	ÉTAT D'EXÉCUTION
ARMÉNIE	<i>Chiragov et autres</i>	Lien	16/06/2015	Impossibilité pour des personnes déplacées pendant le conflit au Nagorno-Karabakh d'accéder à leur domicile ou à leurs biens dans la région ; absence de recours effectif.	Lien	Lien
ARMÉNIE	<i>Virabyan</i> (groupe)	Lien	02/01/2013	Mauvais traitements et torture en garde à vue et défaut d'enquête effective y compris sur des allégations de mauvais traitements politiquement motivés.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Ilgar Mammadov</i> (groupe)	Lien	13/10/2014	Arrestation et détention provisoire dans le but de sanctionner les requérants pour avoir critiqué le gouvernement (<i>Ilgar Mammadov</i>) ou pour leurs activités dans le domaine des droits de l'homme (<i>Rasul Jafarov, Aliyev</i>) ou de l'observation électorale (<i>Mammadli</i>) ou pour leur engagement politique et social actif (<i>Rashad Hasanov et autres</i>), en violation de l'article 18 combiné avec l'article 5. Violations du droit à un procès équitable (<i>Ilgar Mammadov n° 2</i>)	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Namat Aliyev</i> (groupe)	Lien	08/07/2010	Différentes irrégularités dans le cadre des élections parlementaires de 2005 et 2010 et absence de garanties contre l'arbitraire.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Sargsyan</i>	Lien	16/06/2015	Impossibilité pour des personnes déplacées pendant le conflit au Nagorno-Karabakh d'accéder à leur domicile ou à leurs biens dans la région ; absence de recours effectif.	Lien	Lien
BOSNIE-HERZÉGOVINE	<i>Baralija</i>	Lien	29/01/2020	Discrimination fondée sur la résidence et non-respect d'une décision de la Cour constitutionnelle entraînant l'impossibilité, depuis 2008, pour les résidents de Mostar de voter et de se présenter aux élections locales.	Lien	Lien
BOSNIE-HERZÉGOVINE	<i>Đokić</i>	Lien	04/10/2010	Impossibilité pour les membres de l'armée de l'ex-Yougoslavie d'obtenir la restitution de leur appartement de fonction militaire après la guerre en Bosnie-Herzégovine.	Lien	Lien
BOSNIE-HERZÉGOVINE	<i>Sejdić et Finci</i> (groupe)	Lien	22/12/2009	Discrimination fondée sur des considérations ethniques en raison de l'impossibilité pour les personnes non affiliées à l'un des « peuples constituants » (bosniaques, croates ou serbes) de se porter candidat aux élections de la Chambre des Peuples et à la Présidence.	Lien	Lien
BULGARIE	<i>C.G. et autres</i> (groupe)	Lien	24/07/2008	Défaillances dans le contrôle judiciaire , mis en place en 2003, des expulsions et éloignement d'étrangers pour motif de sécurité nationale.	Lien	Lien
BULGARIE	<i>Yordanova et autres</i> (groupe)	Lien	24/09/2012	Expulsion planifiée de personnes d'origine rom¹ ou démolition planifiée de la maison d'autres personnes, sur la base d'une législation n'exigeant pas un examen approprié de la proportionnalité de la mesure.	Lien	Lien
GÉORGIE	<i>Merabishvili</i>	Lien	28/11/2017	Absence de décisions suffisamment motivées des juridictions nationales pour maintenir en détention provisoire le requérant, ancien Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et utilisation de la détention provisoire par le Procureur général pendant cette période pour un motif illégitime visant à faire pression sur le requérant afin qu'il fournisse des informations sur des questions sans rapport avec l'affaire pénale engagée contre lui (violations de l'article 5 § 3 et de l'article 18 combiné avec l'article 5 § 1).	Lien	Lien
GRÈCE	<i>Beka Koulocheri</i> (groupe)	Lien	06/10/2006	Non-respect par les autorités des décisions de justice internes et absence de recours effectif.	Lien	Lien
HONGRIE	<i>Gazsó</i> (groupe)	Lien	16/10/2015	Durée excessive des procédures judiciaires et absence de recours effectif à cet égard.	Lien	Lien
ITALIE	<i>Cordella et autres</i>	Lien	24/06/2019	Absence de réaction des autorités face à la pollution de l'air occasionnée par une aciérie , au détriment de la santé de la population voisine et absence de recours effectif pour obtenir la décontamination des zones affectées.	Lien	Lien
ITALIE	<i>Sharifi et autres</i>	Lien	21/01/2015	Expulsion collective de migrants irréguliers vers la Grèce.	Lien	Lien

¹ Les termes « Roms et Gens du voyage » utilisés au Conseil de l'Europe englobent la grande diversité des groupes concernés par les travaux du Conseil de l'Europe dans ce domaine : d'une part, a) les Roms, les Sintés/Manouches, les Calés/Gitans, les Kaalés, les Romanichels, les Béash/Rudars ; b) les Égyptiens des Balkans (Égyptiens et Ashkali) ; c) les branches orientales (Doms, Loms et Abdal) ; d'autre part, les groupes tels que les Travellers, les Yéniches et les personnes que l'on désigne par le terme administratif de « Gens du voyage » ainsi que celles qui s'auto-identifient comme Tsiganes. Ceci est une note de bas de page explicative, et non pas une définition des Roms et/ou des Gens du voyage.

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l’exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l’homme – Affaires examinées lors de la 1369^{ème} réunion (DH)

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	DÉCISIONS ADOPTÉES	ÉTAT D’EXÉCUTION
LITUANIE	<i>Abu Zubaydah</i>	Lien	08/10/2018	Diverses violations liées au transfert du requérant vers et de la Lituanie , à sa détention dans une prison secrète de la CIA et au régime auquel il y a été assujetti, dans le cadre d’une opération de « remise extraordinaire » ; de ce fait, le requérant est exposé à une détention arbitraire continue et à des mauvais traitements à la base navale des États-Unis à Guantanamo Bay.	Lien	Lien
LITUANIE	<i>Paksas</i>	Lien	06/01/2011	Caractère permanent et irréversible de l’inéligibilité du requérant aux élections parlementaires , suite à une procédure de destitution.	Lien	Lien
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	<i>T.M. et C.M.</i>	Lien	28/04/2014	Manquement des autorités à leur obligation d’assurer une protection contre la violence domestique .	Lien	Lien
MACÉDOINE DU NORD	<i>X.</i>	Lien	17/04/2019	Absence de législation régissant les conditions et les procédures de modification de sexe des personnes transgenres enregistré sur les certificats de naissance.	Lien	Lien
POLOGNE	<i>Al Nashiri</i> (groupe)	Lien	16/02/2015	Diverses violations liées à la détention secrète du requérant et à une opération de « remise extraordinaire » à l’encontre du requérant . De ce fait, le requérant a été exposé à un risque sérieux de subir ultérieurement des mauvais traitements et conditions de détention contraires à l’article 3 et d’être détenu au secret. Il encourt le risque de se voir infliger la peine capitale à l’issue d’un procès devant une commission militaire des États-Unis, dans lequel, d’après l’arrêt de la Cour européenne, des preuves obtenues sous la torture pourraient être utilisées.	Lien	Lien
POLOGNE	<i>P. et S.</i>	Lien	30/01/2013	Manquement à l’obligation de fournir à une mère et sa fille mineure un accès effectif à des informations fiables sur les conditions et procédures à suivre pour accéder à l’avortement légal ; divulgation des données personnelles des requérantes et détention illégale de la requérante mineure.	Lien	Lien
POLOGNE	<i>Tysiāc</i>	Lien	24/09/2007	Absence de cadre juridique approprié pour l’exercice du droit à l’avortement thérapeutique en cas de désaccord entre le patiente et le médecin spécialiste (<i>Tysiāc</i>) et défaut d’accès aux tests prénataux permettant de prendre une décision éclairée sur l’opportunité de procéder à un avortement (<i>R.R.</i>)	Lien	Lien
POLOGNE	<i>R.R.</i>	Lien	28/11/2011		Lien	Lien
ROUMANIE	<i>Al Nashiri</i>	Lien	08/10/2018	Diverses violations liées à la détention secrète du requérant et à une opération de « remise extraordinaire » à l’encontre du requérant. De ce fait, le requérant a été exposé à un risque sérieux de subir ultérieurement des mauvais traitements et conditions de détention contraires à l’article 3 et d’être détenu au secret et encourt le risque de se voir infliger la peine capitale à l’issue d’un procès devant une commission militaire des États-Unis, dans lequel, d’après l’arrêt de la Cour européenne, des preuves obtenues sous la torture pourraient être utilisées.	Lien	Lien
ROUMANIE	<i>Rezmiveş et autres</i>	Lien	25/07/2017	Surpopulation et mauvaises conditions de détention dans les prisons et dépôts de la police ; absence de recours effectif à cet égard ; insuffisance des soins médicaux et autres défaillances en matière de protection des droits des détenus.	Lien	Lien
ROUMANIE	<i>Bragadireanu</i> (groupe)	Lien	06/03/2008		Lien	Lien
ROUMANIE	<i>S.C. Polyinvest S.R.L. et autres</i>	Lien	29/03/2018	Non-exécution de décisions de justice ou de sentences arbitrales enjoignant à des sociétés contrôlées par l’État à payer diverses sommes aux sociétés requérantes.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Buntov</i>	Lien	05/09/2012	Torture infligée dans une colonie correctionnelle et absence d’enquête effective sur les allégations de mauvais traitements du requérant .	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Géorgie (I) c. Fédération de Russie</i>	Lien	14/09/2009	Diverses violations liées à l’arrestation, la détention et l’expulsion collective de la Fédération de Russie de ressortissants géorgiens en 2006-2007 .	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Kudeshkina</i>	Lien	14/09/2009	Révocation d’une juge en raison de déclarations critiques aux médias concernant le système judiciaire.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Oao Neftyanaya Kompaniya Yukos</i>	Lien	08/03/2012 15/12/2014	Violations concernant les procédures fiscales et d’exécution engagées à l’encontre de la société requérante pétrolière ayant abouti à sa liquidation en 2007.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Tomov et autres</i> (groupe)	Lien	09/07/2019	Mauvaises conditions de transport des détenus .	Lien	Lien

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme – Affaires examinées lors de la 1369^{ème} réunion (DH)

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	DÉCISIONS ADOPTÉES	ÉTAT D'EXÉCUTION
SERBIE	<i>Zorica Jovanović</i>	Lien	09/09/2013	Défaut d'information sur le sort de nouveau-nés , présumés décédés dans des maternités.	Lien	Lien
SERBIE	<i>Jevremović</i> (groupe)	Lien	17/10/2007	Durée excessive des procédures judiciaires et absence de recours effectif.	Lien	Lien
SUÈDE	<i>Arlewin</i>	Lien	01/06/2016	Refus des juridictions suédoises de connaître d'une action en diffamation consécutive à la diffusion d'un programme télévisé depuis l'étranger.	Lien	Lien
TURQUIE	<i>Öner et Türk</i> (groupe) <i>Altuğ Taner Akçam</i> (groupe) <i>Nedim Şener</i> (groupe)	Lien Lien Lien	30/06/2015 25/01/2012 08/10/2014	Ingérences injustifiées dans la liberté d'expression , notamment en raison des condamnations pénales et de l'effet dissuasif en résultant.	Lien	Lien
TURQUIE	<i>Işikirik</i> (groupe)	Lien	09/04/2018	Condamnations imprévisibles pour appartenance à une organisation illégale du seul fait d'avoir assisté à une réunion publique et d'y avoir exprimé son opinion.	Lien	Lien
UKRAINE	<i>Bochan n° 2</i> (groupe)	Lien	05/02/2015	Iniquité de la procédure de révision par la Cour suprême à la suite de l'arrêt de la Cour européenne.	Lien	Lien
UKRAINE	<i>Oleksandr Volkov</i> (groupe)	Lien	27/05/2013	Diverses violations liées à l'indépendance et l'impartialité du judiciaire ; procédure disciplinaire inéquitable contre un juge.	Lien	Lien
UKRAINE	<i>Yuriy Nikolayevich Ivanov</i> <i>Zhovner</i> (groupe) <i>Burmych et autres</i>	Lien Lien Lien	15/01/2010 29/09/2004 12/10/2017	Non-exécution de décisions judiciaires internes contre l'État ou les entreprises publiques.	Lien	Lien
ROYAUME-UNI	<i>McKerr</i> (groupe)	Lien	04/05/2001	Actions des forces de sécurité en Irlande du Nord dans les années 1980 et 1990 ; défaut d'enquêtes effectives conformes à l'article 2.	Lien	Lien